

## L'OPINION PUBLIQUE.

JEUDI, 23 MAI, 1872.

## SEMAINE PARLEMENTAIRE.

TRAITÉ DE WASHINGTON.

Les quatre premières séances de la semaine, 13, 14, 15 et 16 mai, furent exclusivement consacrées à la discussion du Traité.

Dès la première séance, il y eut un nouvel amendement, sous forme d'amendement à la motion de M. Blake, demandant que la Chambre ne s'occupe pas du Traité tant que seront pendantes les difficultés survenues entre l'Angleterre et les Etats-Unis sur les procédés à adopter pour l'exécution du Traité. Ce nouvel amendement a été proposé par M. Bodwell, député de South Oxford, Ontario. C'est donc sur ce nouvel amendement, sur la motion de censure de M. Blake, rapportée dans notre dernière édition, ainsi que sur la seconde lecture du bill de Sir John ratifiant le Traité, que nos législateurs ont encore bataillé quatre longues séances durant. Nous n'infligerons pas à nos lecteurs un résumé des discours prononcés à renfort de poumons. Il ne s'est produit aucun argument nouveau, soit pour, soit contre la ratification du Traité. Quelques positions, quelques raisonnements déjà pris et connus ont été renforcés par des aperçus nouveaux.

Le plus curieux discours comme le vote le plus étonnant a été celui de l'hon. M. Holton. Il se déclare formellement en faveur du Traité, qu'il regarde comme une question essentiellement impériale. Mais le Canada est peut-être le plus intéressé au règlement de la difficulté de l'Alabama. Nous avons, dit-il, besoin de capitaux pour développer nos ressources, et les capitaux sont indifférents à la politique ou aux sentiments nationaux ou à tout sentiment de ce genre. Ce qu'il leur faut, c'est la sécurité, et cette sécurité, nous ne pouvons l'obtenir que par l'ajustement satisfaisant des questions et différends qui divisent l'Angleterre et les Etats-Unis.

M. Holton considère que les Américains nous donnent un équivalent suffisant pour nos pêcheries. On fut, après cela un peu surpris, d'entendre le même orateur endosser l'argument sentimental de M. Blake, blâmer le gouvernement d'avoir marchandé sa ratification et d'avoir crument et brutalement exigé une indemnité sous forme de garantie pour un acte qui n'est que l'accomplissement d'un devoir de la part d'une colonie vis-à-vis la métropole. Il annonça qu'il voterait contre l'amendement de M. Bodwell, pour la motion de censure de M. Blake et pour la seconde lecture du Bill de Sir John.

L'hon. M. Dorion fit un discours très énergique et très habile dans lequel il accentua davantage la position prise par MM. Blake et Holton sur la question de la garantie. Il eût préféré voir le gouvernement accepter courageusement le traité et ne demander de l'aide à l'empire qu'après notre acceptation; le peuple anglais, touché de notre désintéressement et de notre bonne volonté, nous eût prêté ou garanti tout ce que nous aurions désiré pour nos grands travaux. Cet argument indique une bonne nature, mais pas un sens bien juste de la situation. Parler sentiment au peuple anglais, c'est perdre son temps et faire montre de naïveté. Le gouvernement anglais sait bien compter, mais ne sent pas. On le lie, on le tient, on l'entraîne par les conventions, les promesses et les intérêts. On l'a rarement gagné, on ne le gagne plus du tout par les bons mouvements et les phrases mielleuses.

Avant d'apprécier le débat en général et de dire un mot du discours de Sir George, nous allons donner les divisions prises sur l'amendement de M. Blake et sur la seconde lecture du bill. Il sera toujours important de connaître les noms de ceux qui ont voté pour ou contre la ratification du traité de Washington.

D'abord, sur l'amendement Bodwell, la division a été comme suit : pour, 51; contre, 125; ce qui donne au gouvernement une majorité de 74. Voici maintenant les noms des votants sur la motion Blake :

Pour :—Anglin, Béchard, Blake, Bodwell, Bourassa, Bowman, Cameron [Huron], Carmichael, Cheval, Connell, Coupal, Delorme [St. Hyacinthe], Dorion, Fortier, Fournier, Geoffrion, Godin, Hagar, Holton, Joly, Jones [Halifax], Kempt, McDonald [Glengarry], MacFarlane, MacKenzie, Magill, McConkey, McDougall [Renfrew], McMonies, Metcalf, Mills, Morrison [Victoria], Oliver, Paquet, Pelletier, Pozer, Redford, Renaud, Ross [Ile du Prince Edouard], Ross, [Victoria N. E.], Ross [Wellington Centre], Rymal, Scatcherd, Snider, Sturton, Thompson, [Haldimand], Thompson [Ontario], Wells, White [Halton], Wood, Wright [York], Young. Total.—52.

Contre :—Abbott, Archambault, Ault, Baker, Barthe, Beaty, Beaubien, Bellerose, Benoit, Bertrand, Blanchet, Bolton, Bowell, Bowu, Brousseau, Brown, Burpee, Cameron [Inverness], Cameron [Peel], Campbell, Carling, Caron, Cartier, Sir Geo., Carter, Cailey, Chauveau, Coffin, Colby, Crawford [Brookville], Crawford [Leeds], Cumberland, Currier, Daoust, DeCosmos, Delorme [Provencher], Dobbie, Drew, Dugas, Fergusson, Ferris, Fortin, Galt, Sir Alex., Gaucher, Gaudet, Gendron, Gibbs, Grant, Gray, Grover, Harrison, Heath, Hincks, Sir Francis, Holmes, Houghton, Hurdon, Irvine, Jackson, Jones, [Leeds et

Grenville], Keeler, Killam, Kirkpatrick, Lacerte, Langevin, Langlois, Lapum, Lawson, Levisconte, Little, McDonald, Sir John A., [Kingston], McDonald [Antigonish], McDonald [Lunenburg], McDonald [Middlesex], Masson [Soulanges], Masson [Terrebonne], McCallum, McDougall [Trois-Rivières], McGreevey, McKeagney, Merritt, Moffat, Morris, Morrison, [Niagara], Munroe, Nathan, Nelson, O'Conner, Pearson, Perry, Pickard, Pinsonneault, Pope, Pouliot, Power, Robitaille, Ross [Champlain], Ross [Dundas], Ryan, [King, N. B.], Ryan [Montréal Ouest], Savary, Schultz, Scriver, Shanley, Simard, Smith [Selkirk], Smith, [Westmoreland] Sproat, Stephenson, Street, Sylvain, Thompson, [Cariboo] Tilley, Tourangeau, Tremblay, Tupper, Wallace [Albert] Wallace, [I. Vancouver] Walsh, Workman, Wright, [Comté d'Ottawa]. Total.—125.

La majorité du gouvernement descend donc à 73 sur la motion de censure. C'est une défaite considérable pour l'opposition et bien humiliante pour M. George Brown.

La seconde lecture du bill de Sir John fut alors mise aux voix et emportée sur la division suivante :

Pour : Abbott, Archambault, Ault, Baker, Barthe, Beaty, Beaubien, Bellerose, Benoit, Bertrand, Blanchet, Bolton, Bowen, Brousseau, Burpee, Cameron [Inverness], Cameron [Peel], Campbell, Carling, Carmichael, Caron, Carter, Cartier, Sir George, Cayley, Chauveau, Coffin, Colby, Crawford [Brookville], Crawford [Leeds], Cumberland, Currier, Daoust, DeCosmos, Delorme [Provencher], Dobbie, Drew, Dugas, Fergusson, Ferris, Galt, Sir Alex. T. Gaucher, Gaudet, Gendron, Gibbs, Grant, Gray, Grover, Hagar, Harrison, Heath, Hincks, Sir Francis, Holmes, Holton, Houghton, Hurdon, Irvine, Jackson, Jones [Leeds et Grenville], Keeler, Killam, Kirkpatrick, Lacerte, Langevin, Langlois, Lapum, Lawson, Levisconte, Little, McDonald, Sir J. A. [Kingston], McDonald [Antigonish], McDonald [Lunenburg], McDonald [Middlesex], McDonald [Lanark], McDougall [Trois-Rivières], McGreevey, McKeagney, Merritt, Moffat, Morris, Morrison [Niagara], Nathan, Nelson, O'Conner, Pearson, Perry, Pickard, Pinsonneault, Pope, Pouliot, Power, Ross [Champlain], Ross [Dundas], Ryan [King, N. B.], Ryan [Montréal], Savary, Schultz, Scriver, Shanley, Simard, Smith [Selkirk], Smith [Westmoreland], Sproat, Stephenson, Street, Sylvain, Thompson [Cariboo], Tilley, Tourangeau, Tremblay, Tupper, Wallace [Albert], Wallace [L. V.] Walsh, Webb, Whitehead, Wilson, Workman, Wright [C. d'Ottawa].—121.

Contre :—Anglin, Béchard, Blake, Bodwell, Bourassa, Bowen, Bowman, Brown, Cameron [Huron], Cheval, Connell, Coupal, Delorme [St. Hyacinthe], Dorion, Fortier, Fortin, Fournier, Geoffrion, Godin, Joly, Jones [Halifax], Kempt, McDonald, [Glengarry], McFarlane, Mackenzie, Magill, McConkie, McDougall [Renfrew], McMonies, Metcalf, Mills, Morrison [Victoria], Ontario, Munro, Oliver, Paquet, Pelletier, Pozer, Redford, Renaud, Robitaille, Ross [Ile P.-E.], Ross, [Victoria N. E.], Ross [Wellington, C. R.], Rymal, Scatcherd, Snider, Sturton, Thompson [Haldimand], Thompson [Ontario], Wells, White [Halton], White [East Hastings], Wood, Wright [York O.], W. R. Young—55.

Majorité du gouvernement : 66. C'est un beau triomphe pour Sir John et ses collègues. Ils ont une majorité dans les quatre grandes provinces et la totalité dans Manitoba et la Colombie.

Cette question du traité de Washington a reçu en Canada la seule solution dont elle était susceptible. Personne ne veut de l'annexion et ni les hommes ni le pays ne sont prêts pour l'indépendance. Notre dette a été contractée en Angleterre; c'est là que sont nos créanciers et nous en avons pour 80 millions de piastres. Il nous faut encore 40 ou 50 autres millions; c'est là encore qu'il nous les faut aller chercher. En servant les intérêts de l'Angleterre par notre acceptation du traité de Washington, qui est devenu pour elle une nécessité politique de premier ordre, nous conservons et grandissons notre crédit et nous assurons un écoulement très-facile et avantageux de notre papier : nous consolignons le présent et nous assurons l'avenir.

Au fond, qu'avons-nous cédé? Dans l'arrangement des pêcheries, l'hon. M. Holton déclare lui-même que nous avons un équivalent suffisant, et que le règlement est avantageux pour les deux parties, pour les deux pays. Sir Alexander T. Galt prétend que la libre navigation du St. Laurent, de St. Régis à Montréal, est une concession de peu d'importance. Sir George E. Cartier, dans une démonstration irréfutable, a prouvé, sur cette question de navigation, que l'Angleterre avait le droit de céder sur un point et que les Etats-Unis avaient droit d'exiger sur l'autre; que le droit international, les intérêts de l'humanité et ceux bien compris du Canada commandaient une telle concession.

Les provinces les plus intéressées se sont déclarées satisfaites du traité et du règlement des pêcheries. Les *grits* ont prétendu mieux connaître les besoins des pêcheurs que ces derniers eux-mêmes. Ils ont voulu prouver à Sir George qu'il avait eu raison de vanter outre mesure, il y a quelques années, l'importance de nos pêcheries en établissant malicieusement la valeur comparative d'une morue et d'un *clear-grit*. Si les Etats maritimes sont contents, nous ne voyons pas de quel droit ces messieurs du Haut-Canada pourraient se plaindre, à moins qu'ils n'assument sérieusement la prétention que les pêcheries, comme Manitoba et le reste de la Puissance, n'ont été créées que pour le bon plaisir des gens d'Ontario.

Il ne reste donc que les réclamations feniennes, pour lesquelles compensation directe n'a pas été donnée. C'est notre part du sacrifice commun, et, puisque tout le monde admet que nous devons en faire un peu pour l'Angleterre, qui en fait beaucoup, faisons le de bonne grâce.

Après tout, il n'est pas complet ni bien grand. La garantie impériale en diminue bien la valeur.

Les séances de vendredi et samedi n'offrent rien de saillant. On y a beaucoup travaillé et peu parlé. La législation privée et les affaires de routine progressent rapidement et tout indique la clôture prochaine de la cinquième et dernière session du premier Parlement Fédéral.

J. A. MOUSSEAU.

## LE PARLEMENT FÉDÉRAL ET L'INDUSTRIE.

Si nous n'avons pas encore parlé de ce qui se fait dans le parlement fédéral au sujet de l'industrie, c'est qu'il ne s'est encore rien fait, et qu'il ne se fera rien d'important. Les opinions sont tellement partagées dans chaque parti sur cette question, que personne n'ose prendre une position énergique. Il y a des libéraux qui sont protectionnistes et des conservateurs qui sont libre-échangistes. Le Haut Canada, qui est plutôt agricole qu'industriel, ne pense qu'à ses intérêts, et le Bas-Canada est trop occupé de ce qui se passe chez les autres pour penser à lui. Son rôle à lui est de se dévouer pour tout le monde, pour l'Angleterre, pour le Haut-Canada et les autres provinces de la Confédération.

Disons cependant que nous attendons quelque bien du comité qui a été nommé pour faire une enquête sur l'industrie.

M. Delorme, député de St. Hyacinthe, a donné avis qu'il demanderait au gouvernement s'il a l'intention d'encourager les arts industriels en Canada, par l'octroi d'un bonus proportionné au capital engagé dans la manufacture du chanvre, du lin, du coton et de la laine.

Beaucoup sont d'opinion que cela vaut mieux pour encourager l'industrie que d'établir des droits élevés sur les marchandises étrangères. Dans tous les cas, ce serait mieux que rien, quelque soit le moyen qu'on emploie, pourvu qu'il encourage l'industrie canadienne, nous le déclarons bon.

Le chemin de fer du Pacifique, le chemin de fer du Nord, tout cela, c'est bien beau, mais ces grandes voies de communication ne nous seront utiles qu'en autant que nous aurons quelque chose à transporter.

Sans l'industrie, nous ne tirerons pas un grand profit de ces chemins de fer, ils ne serviront qu'aux provinces qui vivent par l'exploitation des produits agricoles.

Quand il s'agit d'industrie, c'est le Bas-Canada qui devrait parler, il devrait affirmer ses droits et ses besoins.

Que nous fait que le gouvernement ait des millions dans ses coffres, si le peuple s'appauvrit? Plus on importe de marchandises, plus les revenus de douane sont considérables, mais s'en suit-il que le peuple soit plus riche? Si nous n'avons pas une seule manufacture, le gouvernement serait encore plus riche, car nos importations augmenteraient de plusieurs millions et les droits de douane seraient par conséquent plus considérables. Mais il y aurait cinquante ou soixante mille Canadiens de plus aux Etats-Unis.

On parle des sacrifices que nous impose le traité de Washington, sans doute ils sont considérables, mais ce n'est rien comparé à ce que nous payons aux manufacturiers anglais.

Nous n'hésitons pas à dire que le tarif considéré du côté de l'Angleterre ou des Etats-Unis est mauvais au point de vue bas-canadien. Nous doutons qu'on ait songé aux intérêts du Bas-Canada en le faisant; rien n'indique qu'on ait pensé à le faire de manière à encourager notre industrie. Pourtant c'est là que se trouve le nœud-gar dien de la situation. Cela ne veut pas dire qu'on ne doive pas faire de chemins de fer, élargir nos canaux, etc., non; mais qu'on devrait en même temps remanier notre tarif de manière à protéger l'industrie. Que pour rester anglais, quelques années de plus, on fasse le traité de Washington, c'est dur, mais que pour ne pas taxer ses marchandises et faire du tort à ses manufacturiers, on souffre que la population végète ou s'en aille aux Etats-Unis, c'est trop fort.

L. O. DAVID.

## LA MINERVE ET LE PACIFIQUE.

Voilà deux noms étroitement unis et destinés désormais à aller toujours de pair. Depuis quelques jours, la *Minerve* publie sur le Chemin de Fer du Pacifique Canadien des articles de fond qui sont de véritables études *ex professo* et que consulteront tous ceux qui voudront savoir à quoi s'en tenir sur les résultats de cette immense entreprise.

La Confédération portait dans ses flancs l'annexion de la Colombie et le Pacifique Canadien. Mais il était donné à la *Minerve* d'être l'initiatrice du mouvement qui a hâté et même précipité l'adjonction de la nouvelle Province-Sœur et la construction de la grande voie ferrée que les plus grands capitalistes se disputent aujourd'hui l'honneur d'effectuer. La *Minerve* a vu de loin et juste; elle